



Liberté du Judaïsme

La lettre de L.J.

Présidente d'Honneur : Doris Bensimon ל"ד

L.J. : Siège social 13 rue du Cambodge 75020 Paris N° 195 (septembre-octobre 2025) <http://www.liberte-du-judaïsme.org> le numéro : 3 €

Éditorial

Le temps n'est pas une courbe lisse mais une série de cahots, de bonds, et aussi de pauses... Cette année - comme les deux précédentes - ajoutées à celles du « confinement covid » nous avons toutes et tous vécu des moments qui nous ont changé au point de nous demander si nous redeviendrions ce que nous étions dans ce monde où semblent s'effondrer les structures morales, politiques, humanistes - sans compter la fièvre antisémite qui ne baisse pas...

L'esprit ayant besoin de repos pour s'améliorer et s'aiguiser, la rédaction a fait le choix, à l'orée de cette rentrée, de regrouper certains articles déjà parus - qui ne nous éloigneront pas de l'actualité encore - et toujours - accablante dans un monde gouverné par l'image et la mise en scène.

A travers les « Liaisons dangereuses », Isidore Jacobowicz restitue une page de notre histoire politique contemporaine. Martine Cohen, elle, évoque les « Juifs de France et le franco-judaïsme » dont le modèle a fortement évolué (paru en octobre 2023) tandis que Jacqueline Karp-Gendre revient sur les sombres souvenirs qu'évoquent certaines « Frontières maudites » (paru en février 2022). « Quelles issues ? » interroge notre ami Daniel Richter sur « le jour d'après » - il y en aura forcément un après-combats (paru en avril 2024). Avec Gérard Panczer nous cheminons dans « Le royaume des Khazars » ces nouveaux « sages de Sion » - dont les rois s'étaient convertis au judaïsme - une histoire qui continue d'alimenter un fantasme récurrent (paru en avril 2024). Enfin Margaret Cohen nous rappelle que, de « L'abbé Grégoire aux précurseurs de l'antisémitisme de gauche », le mal antisémite ne date pas - hélas - d'aujourd'hui (paru en février 2018) et Martine Jacobster-Morcel relie les générations « quatre-vingts ans par-delà les frontières, à travers les générations. »

Fin septembre nous fêterons le nouvel an juif. Pour l'année 5786, avec l'espoir que les choses iront bien, espérons qu'elles auront un sens !

Le bureau

Bureau de "Liberté du Judaïsme"

Danièle Weill-Wolf	Présidente
Marlyse Kalfon-Medioni	Secrétaire
Odile Volf	Trésorière
Contacts L.J. : 13 rue du Cambodge 75020 Paris	
associationlibertedujudaïsme@gmail.com	
Site Internet : www.liberte-du-judaïsme.org	

Les liaisons dangereuses

A la veille du 83^{ème} anniversaire de la Rafle du Vél' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 qui envoya 13000 personnes dont plus de 4000 enfants juifs à la mort

nous avons eu le droit à un magnifique documentaire sur la chaîne de télévision parlementaire (LCP) qui retrace l'histoire de la reconnaissance difficile par l'administration française du rôle - primordial - qu'elle a joué dans ce crime.

L'apex de cette reconnaissance est le discours de Jacques Chirac de 1995 - 50 ans après les faits - lors de la commémoration de cette rafle

durant laquelle "la France commis l'irréparable".

La chose ne fut pas facile. Sans l'opiniâtreté de Serge Klarsfeld et de sa poignée de militants de la mémoire et l'action de Henri Hajdenberg alors Président du CRIF il est assez probable que cette écrasante vérité serait restée dans les tombes des suppliciés.

Car les tenants de la "France unie et dressée comme un seul homme contre l'occupant" et ceux du "circulez il n'y a rien à voir" tenaient le haut du crachoir depuis la fin de la guerre.

Un exemple symbolique est celui de la Préfecture de Police de Paris dont les policiers furent les bras agissants de la grande rafle du 16 juillet 1942 et qui deux ans plus tard en participant aux combats de la libération de Paris effacèrent dans la mémoire officielle le crime auquel ils avaient prêté main-forte en juillet 1942.

Le documentaire montre quelques exemples de positionnement d'avant et d'après la déclaration de J. Chirac tant attendue par les familles des victimes.

Ce fut, par exemple, Georges Pompidou qui refusa d'une façon expéditive de rallumer la "guerre entre Français" lorsqu'on lui demanda au cours d'une conférence de presse ce qu'il envisageait de faire sur cette question. C'est d'une façon plus feutrée que F. Mitterrand esquaiva le problème puisque, pour lui, la République n'avait rien à voir dans cette histoire étant donné qu'elle avait été renversée et remplacée par "l'Etat français" durant cette période.

De plus on commençait à s'émouvoir à cette époque des relations qu'avait eues F. Mitterrand avec René Bousquet le grand organisateur de la rafle du Vel d'Hiv. Ce qui valut à F. Mitterrand d'être fraîchement accueilli lors de la commémoration de 1992, à laquelle il avait décidé de se rendre. C'est l'année où Robert



Badinter, très proche de François Mitterrand, s'en prit aux contestataires d'une manière qui ne l'a pas honoré.

J'y étais et je fus stupéfait par sa violence et son visage décomposé. Badinter était un proche de Mitterrand. C'était aussi le cas de Jacques Lang qui déclara que la déclaration de Chirac était inutile, sinon nuisible ou encore de Philippe Seguin qui campa sur les positions de ceux qui pensaient qu'il était préférable de ne pas faire de nouvelles vagues.

Trente ans après les critiques se sont tuées ou n'osent plus se faire entendre. Reste un texte-discours qui honore son auteur et qui restera comme un point fort dans l'histoire de la France. **Is. Jacobowicz**

Source: <https://lcp.fr/programmes/l-irreparable-1995-le-discours-du-vel-d-hiv-380872>

Un judaïsme franco-judaïsme Vers un nouveau franco-judaïsme ?

L'expression "franco-judaïsme" aujourd'hui utilisée pour évoquer la synthèse moderne entre appartenance juive et citoyenneté française est en fait très récente. Sa confusion courante avec le modèle "israélite" forgé au 19^{ème} siècle, chez les analystes comme les acteurs engagés de la vie juive, empêche de voir combien ce modèle a fortement évolué, jusqu'à être progressivement abandonné après la 2^{ème} guerre mondiale.

1-Les premiers écarts au modèle israélite

Avant d'accéder à l'égalité des droits individuels par le décret d'émancipation de 1791, les Juifs de France ont dû renoncer à l'autonomie interne qui réglait la vie courante de leurs trois "nations" (les "Allemands" d'Alsace, les "Portugais" de la région de Bordeaux, et les "Juifs du Pape" autour de Carpentras- Avignon). Leur réunion au sein de l'institution du Consistoire, créée par Napoléon en 1808, ne signifia pas pour autant la disparition de leurs spécificités religieuses et culturelles. L'événement majeur de leur émancipation, salué alors à travers toute l'Europe, fut célébré par les Juifs de France qui virent dans leur pays une "nouvelle Terre promise" comparant la Seine qui coule à Paris au "Jourdain", considérant la déclaration des droits de l'homme comme annoncée dans les valeurs prophétiques du judaïsme, et soulignant dans celui-ci les valeurs universelles de justice, amour du prochain, et charité. Dans cette parfaite adéquation entre leur appartenance à la France et leur adhésion au judaïsme, celui-ci était alors reformulé en des termes religieux nouveaux : une croyance, des pratiques, un culte célébré dans un "temple" ; la notion de "retour à Sion" fut interprétée en termes spirituels, afin d'écarter tout risque d'interprétation politique pouvant être liée à une "nation juive". Malgré certaines résistances (en Alsace notamment), l'acculturation progressive à ce modèle s'effectua par les livres d'instruction religieuse pour les enfants édictés par le Consistoire.

Cette nouvelle vision du judaïsme et de son intégration dans la France moderne fut désignée par la suite sous

les expressions d'"israélitisme" ou de "modèle israélite", en reprenant l'adjectif "israélite" adopté par les Juifs de France pour écarter les connotations négatives du terme "juif" (déicide, usurier). La transformation du judaïsme en une confession privée, représentée par une institution unique et permettant d'accéder à la pleine citoyenneté du pays de résidence, s'accompagna d'une adhésion enthousiaste à la nouvelle Nation, malgré tous les obstacles ou les régressions de l'égalité des droits qui eurent lieu par la suite aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Le slogan adopté en 1809 par le Consistoire, "Patrie et religion", traduit très exactement les composantes de ce modèle israélite. Un "modèle" qui fut repris par d'autres communautés juives en Europe ⁽¹⁾

Mais des écarts à ce modèle apparurent dès la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, qui manifestèrent à

chaque fois l'expression nouvelle d'une dimension politique de la solidarité juive. Ce fut le cas avec la création en 1860 de l'Alliance israélite universelle (AIU) lorsque celle-ci appuya les revendications d'égalité citoyenne des Juifs dans plusieurs pays d'Europe, puis au moment de l'affaire Dreyfus (1894-1906) lorsque la lutte contre l'antisémitisme rencontra celle pour la justice, puis enfin sous Vichy, lorsque le CRIF fédéra les nombreuses associations créées hors Consistoire,

tout en laissant à celui-ci la présidence de la nouvelle fédération. A chaque fois, le judaïsme restait prioritairement une religion et le Consistoire restait son institution représentative incontestée, malgré la fin officielle de son monopole depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905. Les associations culturelles qui se créèrent peu après, une pour le judaïsme libéral et d'autres pour un judaïsme plus "orthodoxe", restèrent numériquement très marginales et ne cherchèrent aucunement à concurrencer cette institution, qui demeurait ouverte à la majorité des Juifs, croyants et pratiquants ou non.

2- La pluralisation des manières d'être juif en France

La rupture avec ce modèle fut amorcée en fait après-guerre. Le développement d'un judaïsme d'inspiration plus culturelle et séculière fut facilité par la création en 1949 d'une nouvelle institution, le Fonds social juif unifié (FSJU), qui assura d'abord la coordination de l'action sociale auprès des rescapés et de leurs enfants puis s'engagea dans la création de Centres communautaires sur le modèle nord-américain ⁽²⁾. L'arrivée de quelques 200000 Juifs d'Afrique du Nord dans les années 1950-60, à la suite de l'indépendance des pays du Maghreb (ou de l'expulsion des communautés juives d'Egypte), assura un socle démographique important mais aussi une visibilité nouvelle au judaïsme français, de par la nécessité de construction de nombreuses synagogues, bains rituels,



et d'ouverture de boucheries cachères. Ce judaïsme religieux n'en restait pas moins encore "traditionnel", à l'image de la religiosité ouverte et non-exclusive du Consistoire, loin des schémas de l'ultra-orthodoxie qui allait se développer plus tard. Mais c'est en 1967, avec la première manifestation de solidarité avec un Israël menacé par les pays arabes alentour, que cette visibilité dans l'espace public allait transformer en profondeur le judaïsme français. S'affirma alors une véritable pluralisation des manières d'être juif.

A côté d'un renouveau religieux de plus en plus visible (autour de "cercles d'étude" très divers dans leurs options, ou lors des fêtes de Hanouka et d'autres commémorations), la diversité des cultures juives, diasporiques ou israélienne, fut célébrée lors de colloques et de fêtes, au sein de revues également (Combat pour la diaspora, par exemple, d'inspiration néo-bundiste), en même temps que de nouveaux engagements politiques furent mis à l'ordre du jour : non seulement la solidarité affichée avec Israël, mais aussi la lutte contre le négationnisme et l'antisémitisme, et le militantisme autour de la préservation de la mémoire de la Shoah. A cette diversité juive nouvelle correspondit une pluralisation des institutions devenues interlocutrices de l'Etat et considérées comme "représentatives" : le Consistoire demeurait officiellement l'interlocuteur religieux, tandis que le FSJU l'était devenu au plan social et dans le secteur scolaire juif ; quant au CRIF, il prit son indépendance vis à vis du Consistoire en modifiant ses statuts pour que son président soit élu par les associations fédérées (le premier élu fut Théo Klein en 1983) et accrut son rôle politique depuis l'instauration en 1985 d'un "dîner du CRIF" (annuel) au cours duquel son président échange des discours avec le Premier Ministre en exercice ; il joua également un rôle majeur dans la résolution de l'affaire du Carmel d'Auschwitz" (1985-93).

Depuis les années 1980, cette distinction des champs d'action (le religieux, le culturel et le social, le politique) relativise de fait la place du Consistoire en le limitant à la représentation "religieuse" et peut être analysée comme une laïcisation institutionnelle, une sorte de séparation des pouvoirs/autorités étroitement liée au processus de sécularisation de l'identité juive. L'affichage des expressions juives dans l'espace public (fêtes culturelles ou religieuses, manifestations politiques), associée à la pluralisation institutionnelle, constitue bien une nouvelle étape du franco-judaïsme, clairement en rupture avec sa première forme, l'israélitisme.

Le Consistoire s'est ainsi vu limité à son rôle proprement religieux, mais il va se trouver également contesté à partir des années 1990 dans sa représentativité religieuse. Le nouveau Grand rabbin de France élu à sa tête en 1989, Joseph Sitruk, y fit entrer en effet des rabbins attachés à une stricte orthodoxie qui imposèrent (ou tentèrent d'imposer) des règles plus rigoureuses en matière de séparation des hommes et des femmes dans les synagogues, de

conversion au judaïsme ou de cacherout. Il contribua également à rendre le judaïsme plus visible sur la place publique, en organisant par exemple des "Journées de la Torah" (Yom ha-Torah), de grandes fêtes populaires qu'il initia en 1990 au Bourget, incitant lui aussi la communauté juive à sortir d'une trop grande discrétion et à assumer pleinement sa liberté de vivre

"ouvertement" son judaïsme. Or Joseph Sitruk, très populaire dans des cercles traditionnalistes, fut renouvelé trois fois à la tête du Grand rabbinat de France (jusqu'à fin 2008).⁽³⁾ Ces nouvelles exigences provoquèrent des dissensions au sein de l'institution, tant entre

rabbins de différentes sensibilités que parmi les fidèles. Ceux-ci réagirent de manière variable, les uns en quittant ou s'éloignant de leur synagogue habituelle, d'autres en rejoignant les communautés des courants libéraux ou massortis, étoffant les rangs de ces communautés qui commençaient à prendre leur essor. D'autres encore créèrent des associations "juives laïques" (culturelles).

Aujourd'hui, outre la diversité des situations locales (entre "harédisation" et souhait d'ouverture), on observe une diminution du nombre des synagogues formellement affiliées au Consistoire. Celles-ci, ainsi que les simples "associées" à l'institution, constituent encore la majorité du paysage religieux, ce qui montre l'inertie d'un modèle consistorial rassembleur pour peu qu'il reste ouvert à toutes sortes de croyants et pratiquants. Mais la pluralité des courants religieux (orthodoxes, massortis et libéraux) est désormais bien visible.

Ce nouveau pluralisme, tout comme la vitalité des créations culturelles (littéraires, musicales, cinématographiques), apparaissent comme le signe d'un ancrage en France toujours souhaité, d'une possible recomposition d'un nouveau franco-judaïsme. Dans une société française dont le caractère multiculturel est désormais reconnu, malgré toutes les craintes du public français vis à vis d'un multiculturalisme supposé contraire à "la laïcité française", le développement des relations interreligieuses ou interculturelles, souligne également cet ancrage.

Si le judaïsme français d'après-guerre s'ordonnait autour d'une institution centrale qui ralliait la grande majorité des Juifs, le pluralisme religieux actuel ainsi que l'ouverture de tous ses courants vers l'international apparaissent désormais comme des éléments structurants du nouveau paysage juif français. Ce pluralisme et cette ouverture vers l'international sont le signe d'une vitalité qui contraste tant avec les phénomènes de crainte et de repli observés en France qu'avec les tendances nationalistes apparues ces dernières années au niveau européen. Ces dynamiques opposées rendent plus difficile d'imaginer l'idée même d'un nouveau "franco-judaïsme". Pourtant des facteurs de recomposition de celui-ci sont bien présents. Le



futur est plus que jamais entre les mains des acteurs engagés!

Martine Cohen

Martine Cohen est sociologue émérite au CNRS (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités)

Notes: 1) Voir le livre collectif dirigé par Patrick Cabanel et Chantal Bordes-Benayoun, *Un modèle d'intégration. Juifs et israélites en France et en Europe aux XIX et XX siècles*. Paris: Berg international Éditeur, 2004.

2) Hobson-Faure, Laura. *Un "Plan Marshall juif". La présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954*. Paris: Armand Colin, 2013.

3) L'élection à cette fonction pour une durée de 7 ans (renouvelable) fut décidée à la suite de la démission en 1979 du Grand rabbin de France Jacob Kaplan, pour raison de maladie. Jusqu'alors, la fonction était assurée à vie.

Frontière maudite ?

L'histoire se répète à l'est de Bialystok.

Et voilà que cette fichue frontière ex-russo-soviéto-polonaise vient encore nous hanter !

Au moment où j'avais commencé à écrire, début novembre, le gouvernement polonais repoussait à coups de canons à eau les migrants massés sur ce qui est maintenant la frontière polonaise, et européenne, avec le Belarus. Il y a aurait déjà au moins onze morts de froid... dont un bébé.

Cette fois-ci, ils arrivent du Moyen Orient, du Liban, de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak, attirés sciemment avec l'offre de visas touristiques par le gouvernement biélorusse, puis poussés vers les barbelés polonais... pour être repoussés de nouveau par les Polonais vers le no man's land enneigé. Encore des balles dans un ping-pong politique que jouent le Belarus avec l'Union Européenne, l'Eldorado rêvé de ces réfugiés.

"As-tu écrit à Tomek ?" me demande Isidore, avant de rajouter : "Tout cela me fait penser aux Juifs expulsés de l'Allemagne vers la Pologne et bloqués à la ville frontière de Zbaszyn en 1938, l'élément déclencheur de la Nuit de Cristal".

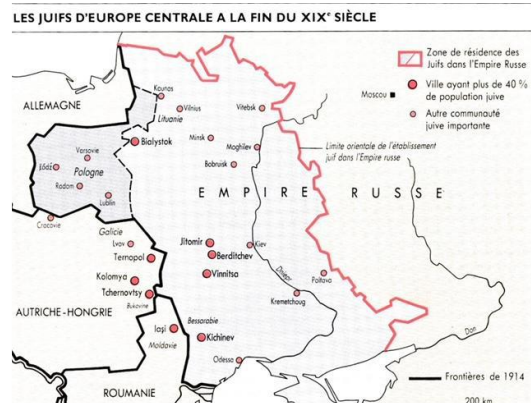
Non, je n'avais pas écrit à mon ami Tomek de Bialystok (voir la "Lettre de LJ n° 157, mai 2019). Quoi lui dire ? Que toute l'Europe a les yeux rivés sur cette bande de territoire où il a sa petite maison de campagne, blottie entre la forêt et la frontière biélorusse, à quelques centaines de mètres de la Napoleonski Trakt, la route de la Grande Armée, devenue celle qui véhicule tout le commerce entre l'EU et la Russie...

Zone russophone de la Pologne, arrachée à la république russe après la guerre de 14, je connais un peu cette région. Il y a vingt ans j'y avais loué la petite datcha de Tomek pour écrire un roman sur mes grands-parents, mais la vraie vie quotidienne m'avait happée. Je me suis trouvée dans un village plus proche de Grodno en Belarus que de Bialystok, autrefois une grande ville industrielle juive, capitale maintenant de la voïvodie polonaise de Podlachie et totalement polonophone.

Il y vingt ans, la population vieillissante du village commerçait avec les contrebandiers biélorusses qui, tous les matins, arrivaient par des chemins forestiers avec leurs minuscules voitures défoncées leur vendre de la vodka. Tous les après-midis ces mêmes paysans cuvaient leur vodka, allongés au milieu du chemin en terre qui traversait le village. Mon voisin d'en face

tombait ivre mort de son tracteur. Mais le dimanche, tout le monde se serrait sur un char à banc tiré par le même tracteur, pour se rendre à la messe orthodoxe. Et on parlait russe... ou biélorusse.

J'écris quand même : *"Tomek, je pense à toi dans ton village sur la frontière, tu dois les voir passer, les migrants. Qu'as-tu vu ? Qu'en penses-tu ?"*



La réponse du 13 novembre est brève mais immédiate : *"Pas facile d'en parler. Je les ai vus de mes propres yeux. Avec ma femme, nous essayons de leur venir en aide, mais nous sommes impuissants. J'espère qu'on trouve vite une solution."*

Il y a cent ans, les réfugiés ne venaient pas du Moyen Orient. On sortait de la guerre de 14, et de la Révolution russe. Un certain Lord Curzon s'était amusé avec sa plume à tracer une ligne entre les supposés zones ethniques de la Russie et la Pologne, dans le but de retrouver la frontière d'antan... mais quel antan ? Cette frontière est, comme les fêtes juives, mobile ; à chaque traité elle est déplacée pour récompenser, punir, recréer ou créer des états, ou tout simplement les supprimer... Sans jamais prendre en compte qu'en fait, on divisait le Yiddishland.

Quand mes grands-parents sont nés (1879 et 1880) à Bialystok ils sont nés russes, de nationalité (à la mode russe !) juive. Administrativement la ville dépendait de Grodno, aujourd'hui en Belarus. Quand mon grand-père socialiste s'est enfui de son camp sibérien rejoindre ma grand-mère à Londres en 1902, pas question de demander asile politique ou nationalité britannique : la fille de la reine Victoria était Tsarine, la Russie envoyait même ses agents dénicher les réfugiés dans les rues de Londres. Mon grand-père Goldblatt se cacha derrière le nom de sa fiancée Karpovitch, arrondi à Karp. Durant la Grande Guerre, considéré comme "alien" (étranger suspect) il devait travailler comme jardinier dans les parcs de Liverpool en attendant que les choses s'arrangent.

La Révolution russe libéra les Juifs de la zone de résidence juive. Sous le Tsar, aucun Juif ne pouvait quitter cette zone sans laisser-passer, sauf, bien sûr, pour le service militaire. En 1901, ma grand-mère réussit néanmoins à aller de Bialystok à Moscou avec des faux papiers, pour voir son fiancé, condamné à l'exil à vie pour distribution de propagande socialiste dans l'armée.

En 1917, la donne change. " On était libres d'aller où l'on voulait", me disait ma tante Lola, née elle à Bialystok en 1906. Son père amène toute la famille à Moscou. Il monte un commerce de transport de chardons (pour carder la laine) entre Marseille et Nijni Novgorod, par la Volga. Ma tante va à l'école russe.

Avançons vers 1921. La frontière orientale de la toute nouvelle Pologne, pratiquement la même qu'aujourd'hui dans sa partie nord, en partie inspirée de Curzon, mais avec 250 km de plus à l'est voit le jour. Des réfugiés se remettent en route. Bialystok se trouvant du coup de retour en Pologne, les Juifs russes de cette zone sont devenus polonais et expulsés.

Pour mon grand-père, cette nouvelle nationalité fut une aubaine ; il ne fut plus fiché comme prisonnier politique en fuite. Sa demande de nationalité britannique fut acceptée. Mr Karp devint sujet de sa Majesté. Mais pour ma tante et sa famille à Moscou, le changement tourna au cauchemar. Enfermées plusieurs jours dans un train à Moscou, sa famille - et combien d'autres?- s'acheminent vers Bialystok en plein hiver. Aux arrêts, ils vendent leur argenterie en échange de nourriture et bois de chauffe. " Celui qui ne mangeait pas de leur charcuterie mourait de faim ! " me disait-elle. Elle en mangea toujours par la suite.

Finalement, une nuit, le train russe s'arrête et les fait descendre dans le nouveau no man's land. Ce n'est que le lendemain que le train polonais viendra les chercher. Un bébé est mort de froid dans la nuit.

Mal reçus à leur retour à leur maison de Bialystok, vite occupée par des Polonais, la famille continue vers la France. Le frère de ma tante est arrêté le jour de la rafle du Vel d'hiv et mourra dans le train de retour d'Auschwitz.

Je raconte cette histoire, car cent ans plus tard l'expérience de ma tante se renouvelle, dans ce même no-man's-land et aussi avec une issue incertaine...

Le 1er décembre, j'écris de nouveau à Tomek. " *La presse française a les yeux rivés sur la Manche, entre migrants et droits de pêche, et sur un Juif d'extrême droite candidat à la présidentielle, nous sommes sans nouvelles récentes des migrants sur la frontière.*"

Et avec une pensée pour mes voisins d'autan, "J'imagine que le trafic de vodka s'est arrêté".

Réponse : "Plus de vodka. Par contre, état de siège (militaryrule) jusqu'à fin février. Finis les ivrognes. Tous morts. Pas sûr que ceux qui les remplacent soient meilleurs. Nous sommes totalement coupés d'information sur la frontière" Je lis dans le Guardian du même jour : *La réunion des responsables de l'UE vient d'allonger de trois jours à 16 semaines le temps permis pour considérer des demandes d'asile sur la frontière de l'UE avec la Belarus. Encore des camps de réfugiés en perspective.....*

Jacqueline Karp-Gendre

Quelles issues ?

*En lisant deux reportages, l'un dans Libération, l'autre dans Le Monde, à la frontière libanaise côté israélien, évoquant la situation du kibboutz "Hanita" dont les habitants sont partis tandis que l'armée se trouve dans les lieux, je suis resté songeur de longs moments. En effet dans quel état d'esprit serions-nous aujourd'hui, si en 1960-1961, Roselyne et moi serions partis à **Hanita**, comme l'ont fait plusieurs membres de notre "kvoutza" de l'**ThoudHabonim**. L'un de nos meilleurs haver est devenu le directeur de l'une des deux usines du kibboutz tandis que deux autres haverot ont pu y continuer une carrière artistique et une autre devenir psychologue. Nous leur avons rendu visite à plusieurs reprises tout au long de ces années. Lors de l'une de ces occasions j'ai pris en photo au téléobjectif, à travers les barbelés, en contre-bas dans la montagne, une belle marmotte. Je ne saurais dire si elle était au Liban ou en Israël, mais il est vrai que ces frontières n'ont aucun sens pour ces animaux.*

Passé cette petite touche personnelle, mes réflexions porteront successivement sur :

- L'allié américain d'Israël
- La plainte pour génocide
- Le Hamas et ses alliés,
- Les contradictions israéliennes

1.-L'un des principaux chroniqueurs du "Times of Israel" titrait une de ses analyses, le 11 janvier 2024 "désaccord entre notre gouvernement et notre principal allié sur la façon d'assurer notre avenir". De fait les Etats-Unis sous la houlette de Joe Biden se livrent à une partie d'équilibriste particulièrement périlleuse.

D'un côté un soutien militaire sans faille à Israël, voire à l'objectif de destruction du Hamas avec pour corollaire le blocage jusqu'ici au Conseil de Sécurité de toute résolution qui pourrait mettre en difficulté l'état Hébreux.

D'un autre côté les injonctions à minimiser les pertes civiles à Gaza, l'affirmation du refus d'une réoccupation de Gaza par Israël, la forte insistance pour une solution à deux états et les efforts pour éviter par tous les moyens la moindre extension à d'autres fronts du Proche-Orient. Les médias ne manquent pas de faire ressortir certains échanges téléphoniques tendus et houleux entre Biden et Netanyahu. Combien de temps une convergence si tiraillée peut-elle tenir ? Le président des Etats-Unis se trouve en campagne électorale, il risque de se fragiliser auprès de la partie de l'électorat démocrate qui souhaite une position plus équilibrée.

Dans le monde multipolaire que nous connaissons avec beaucoup de centres de gravité, il semble impossible de se mettre d'accord sur quoi que ce soit. Les Américains ne parviennent pas à rallier l'Egypte et les Etats du Golf contre les missiles et drones Houthis en mer Rouge, Pourtant ces derniers pays risquent d'être les premiers touchés par un blocage du trafic maritime dans cette région.

Les Etats-Unis ne manquent pas une occasion de faire ressortir leur volonté d'obtenir la libération des otages. Sur un tel objectif une initiative internationale soutenue par une majorité de pays de tous les continents, liant le sort positif des otages à un arrêt des combats épargnant la population palestinienne sans autre condition, aurait un véritable poids. Elle obligerait à un véritable débat de part et d'autre. Mais les intérêts propres des différents pays, Chine, URSS, Etats Unis, Brésil etc... sont tellement éloignés que rien n'est envisageable. Une bonne partie des dirigeants israéliens doit accueillir avec un certain dédain les leçons humanistes des Etats Unis, tellement les forces américaines ont été accusées de bavures sanglantes lors des conflits en Afghanistan et en Irak. Mais le calcul qui consisterait à prolonger une guerre jusqu'à l'hypothétique élection de Donald Trump en novembre prochain pour se trouver dans une meilleure position, risque d'être complètement erroné. Le candidat républicain passe son temps à critiquer l'incompétence de Joe Biden, qui par ses déploiements militaires, amènerait une nouvelle guerre mondiale. "America First" signifie désengagement et retrait sur le terrain.

2.- L'Afrique du Sud a pris la responsabilité de mettre en accusation Israël pour génocide à Gaza. Nul doute qu'une telle action, intentée par un pays du Sud, symbole de l'émancipation du tiers monde, soit accueillie avec jubilation par toutes celles et ceux, nations, organisations ou associations, individus, qui haïssent l'état hébreux, vécu comme horreur suprême. Retourner contre l'une des réalisations essentielles du peuple juif, Israël, ce qu'il a subi avec la shoah, revient pour toutes ces forces à remettre le compteur à zéro. La victime peut devenir le pire des bourreaux. Une partie de la presse a vu derrière cette mise en cause deux visions de l'histoire avec concurrence mémorielle, le Sud Global prenant sa revanche sur les crimes liés à l'esclavage et au colonialisme.

L'accusation de génocide n'a de sens qu'idéologique pour faire monter la haine, elle est absurde tant au niveau juridique que numérique. Sur ce dernier plan, les 27000 morts recensés par le Hamas, ne représentent qu'un peu plus de 1% de la population concernée après plus de trois mois de guerre. Il est parfaitement possible d'estimer que le nombre de victimes à Gaza est inacceptable, c'est aussi mon cas, sans passer par une phraséologie qui va produire l'effet exactement inverse à celui soi-disant escompté, à savoir protéger la population. En effet cette emphase oratoire ne peut que heurter la quasi-totalité de la population juive israélienne (ainsi que dans la diaspora) et la refermer sur elle-même, la rendant sourde aux malheurs d'autrui. Elle fait le jeu de la droite et de l'extrême-droite israélienne jusqu'au-boutistes qui veulent passer outre à tout avenir qui ne se plie pas à leur vision. Au final le jugement de la Cour Internationale de Justice représente un compromis qui ne mène nulle part. Il engage Israël à prendre les mesures nécessaires pour éviter un génocide et ne demande pas l'arrêt des

hostilités. Il s'agit d'un premier épisode qui n'augure rien de serein pour la suite.

3.- Le Hamas a livré sa version du 7 octobre en affirmant qu'il n'a jamais visé les civils alors que ses troupes ont-elles-mêmes filmé et glorifié les meurtres commis. Comme il a ajouté "qu'il y avait peut-être eu des erreurs", nombre de journalistes ont cru y voir un début d'autocritique, mais compte tenu de la teneur générale du texte, il est possible de se demander si "l'erreur" ainsi mentionnée ne vise pas le fait d'avoir documenté sur place les aspects horribles de leurs actes pour les montrer en temps réel.

Le décompte régulier des victimes, morts et blessés, rendu public chaque jour par le Hamas est jugé crédible par plusieurs organismes internationaux compte tenu des destructions de bâtiments lors des bombardements. D'autres analystes se demandent comment il est possible de parvenir à tant de précisions alors même qu'est décrite une situation de chaos. Il est clair que ces bilans sont destinés à déshumaniser les forces israéliennes dans les opinions publiques. Le Hamas ne communique pas sur ses propres pertes dans les combats et bien sûr il met l'accent sur les femmes et les enfants. Mais même si les chiffres réels relatifs à la population civile devaient être divisés par deux, il n'en reste pas moins qu'ils sont 10 fois plus élevés que les victimes du 7 octobre. Un tel écart de 1 à 10 et peut être plus, après 100 jours de guerre, ne passe pas dans la plus-part des pays, y compris là où le sort d'Israël attire de la sympathie.

Des négociations se déroulent pour obtenir une nouvelle trêve avec libération d'otages. Le Hamas semble refuser une cessation temporaire des hostilités et demander un arrêt définitif des combats. Mais va-t-il multiplier les conditions, après concertation avec ses alliés, ou n'en poser qu'une. La réponse en dira long sur l'état du rapport de forces.

L'Iran et Le Hezbollah parlent fort mais se gardent de rentrer dans un conflit plus général. Jusqu'ici le Hezbollah accepte que les échanges de tirs quasi 2 quotidiens à la frontière libanaise entraînent, puisqu'il indique ses pertes, 20 fois plus de morts dans ses rangs que parmi les soldats israéliens. La formation chiite emploie des arguments à géométrie variable pour justifier son attitude, tantôt il s'agit d'éviter un piège tendu par Israël qui veut l'entraîner dans un conflit, tantôt ce serait l'incapacité de l'état hébreux de gérer plusieurs fronts. Peu importe que ces arguments manquent de cohérence. Pour le moment "l'axe de la résistance" comme il aime à se nommer, donne des coups de griffes mais ne mord pas. L'Iran et le Hezbollah cherchent avant tout à préserver leur position sans se mettre en danger. Les mollahs savent que par les temps qui courent une part importante de leur population pourrait se saisir d'une guerre pour les pousser dehors. De même le Hezbollah peut craindre d'être mis hors-jeu au pays du Cèdre s'il y provoque des destructions s'ajoutant aux marasmes actuels car la mémoire de 2006 reste vive.

4.- Une guerre "*propre*" et respectueuse du droit international n'existe pas. Toutes les règles validées par des pays signataires à l'occasion de conflits armés sont destinées à éviter les affrontements, mais une fois les hostilités enclenchées, les dégâts forcément cruels surviennent en tous sens. Sans même revenir sur le sort intenable de la population palestinienne, les israéliens en font l'amère expérience à Gaza même : trois otages qui avaient réussi à s'enfuir abattus par des soldats de l'état hébreux, une partie non négligeable des pertes dues à des tirs "amis", une vingtaine de réservistes tués d'un seul coup dans une maison. La communication de l'armée israélienne peut laisser perplexe. Après le 7 octobre, il était question de 2000 combattants du Hamas tués lors de la reprise en main du sud du pays, maintenant ce chiffre est descendu à 1000. Comment peut-on avancer avec assurance que 9000 adversaires ont été éliminés et autant, sinon bien plus, blessés ? Entendre ou lire des bilans avec des nombres colossaux d'objectifs visés laisse incrédule quant à l'efficacité de tels pilonnages. Montrer des prisonniers alignés assis par terre en caleçon, peut satisfaire une partie de l'opinion israélienne, partout ailleurs de telles images sont vécues comme une volonté d'humiliation. Certes existe aussi une guerre de l'information, mais la façon de procéder peut nourrir le scepticisme, déjà bien avancé.

En Israël les divergences au sein du gouvernement et du conseil de guerre s'étalent ouvertement. La libération des otages, la possibilité ou non de détruire le Hamas et la présence future d'Israël à Gaza donnent lieu à des positions divergentes. GadiEisenkot, ministre de la guerre, ancien chef d'Etat Major, dont un fils et un neveu sont tombés à Gaza, affirme qu'une bonne partie de ses collègues ainsi que le premier ministre ne disent pas la vérité à la population. Les centristes Benny Gantz et GadiEisenkot souhaitent de plus en plus que des élections tranchent les débats.

Netanyahou tente au contraire de les éviter, de gagner du temps y compris par la durée de la guerre tout en proclamant que grâce à lui il n'y aura jamais d'état palestinien. L'extrême droite par les voix de Ben Gvir et Smotrich, soutenus par une partie de la droite, veut une réoccupation de Gaza avec installation de colons. Il y a quelque chose de fascinant chez ce type de sionistes religieux décomplexés, ils font preuve d'une arrogance incroyable, sûre d'elle-même, ignorant le contexte régional et mondial. L'idée qu'ils peuvent creuser un abîme, ne les effleure même pas. Sur le plan idéologique ils sont les dignes symétriques des islamistes du Hamas. Revenir à Gaza pour une période indéterminée signifie s'installer dans une guérilla permanente qui sur une dizaine d'années pourrait faire autant de victimes, côté israélien, que le 7 octobre. Détruire le Hamas est d'autant plus illusoire, dans le monde tel qu'il est, que plusieurs pays l'accueillent, lui fournissent de l'argent et des armes, sans oublier qu'il est même possible que les Palestiniens de Cisjordanie votent en majorité pour lui si des élections s'y déroulaient.

Les familles des otages continuent de faire pression sur la société israélienne par une démultiplication d'initiatives spectaculaires mais elles n'ont pas toutes la même position, certaines ont essayé de bloquer l'entrée de l'aide humanitaire dans Gaza. Des manifestations commencent à percer pour exiger des élections, vont-elles prendre de l'ampleur ?

Comment la situation peut-elle évoluer ? Il semble clair que l'acceptation de deux points sont indispensables, d'une part l'impossibilité d'une nouvelle agression telle que celle du 7 octobre, d'autre part une perspective positive pour les Palestiniens laquelle passe par la création d'un état et l'arrêt des implantations. En cas d'élections qui sanctionneraient Netanyahou et ses alliances, les partis centristes donnés vainqueurs seront ils en mesure d'évoluer ? Pour le moment rien n'est moins sûr si ce n'est qu'ils seront plus attentifs aux positions américaines.

Il y a quelques semaines l'entretien qu'avait accordé l'universitaire et essayiste israélien, Ivan Segré, au journal Le Monde le 2.11.23, avait entraîné un certain intérêt, il y affirmait "L'avenir d'Israël repose sur une alliance avec les forces progressistes arabes". Avouons ne pas y croire du tout, les forces qui ont porté les printemps arabes veulent le plus souvent montrer qu'elles sont le plus anti-israéliennes possible. Il suffit de regarder comment elles traitent des intellectuels comme Boualem Sansal et Kamel Daoud, ouverts au dialogue, pour s'en convaincre. Yair Golan, ancien chef d'état-major adjoint - il vaut mieux avoir été un haut gradé pour espérer se faire entendre en Israël - ex député de gauche du Meretz, considéré comme l'un des héros du 7 octobre, vient de lancer un mouvement "*Hitorerut*" (le réveil).

Y-a-t-il là un espoir d'infléchir les consciences divisées et traumatisées ? Daniel Richter

Les Juifs, les roux... et autres Khazars

La légende veut que les Juifs ashkénazes roux seraient originaires de l'ancien royaume **Khazar** et non de la Judée biblique. J'ai personnellement toujours trouvé cette assertion plutôt sympathique et me voyais déjà avec de lointains ancêtres au style tatare, ou cavaliers de la Puszta hongroise, tout comme Joseph Kessel s'imaginant des ancêtres cosaques plutôt que d'assumer des ancêtres Juifs à "*payess*" dans un misérable "*shtetl*" Il adorait d'ailleurs impressionner ses amis en buvant cul-sec sa vodka puis en croquant son verre en cristal avant d'avaler le verre pillé, selon une soi-disant tradition cosaque familiale...



Festival des "*gingy*" (rouquins) en Israël (Holon, 2019).

La treizième tribu

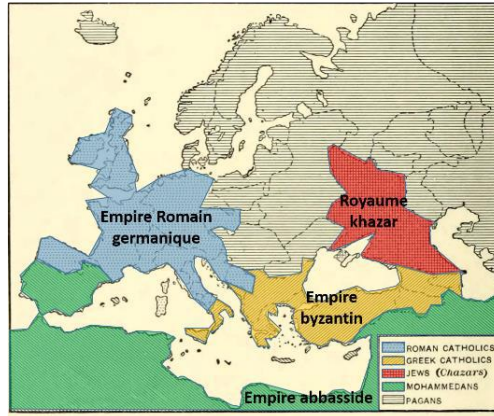
Cette supposée filiation entre **Khazars** et Ashkénazes a été développée en 1976 par Arthur Koestler dans *"La treizième tribu : L'empire khazar et son héritage"*, dont les plus anciens se rappelleront la couverture bleu et jaune, qui n'est pas sans rappeler le drapeau ukrainien. Koestler y conteste la thèse d'un peuple juif issu exclusivement ou majoritairement de l'exode des Juifs de Palestine après la première guerre judéo-romaine. Il avance l'idée d'une conversion massive d'une population autochtone d'Europe de l'Est, dont le royaume s'étendait au sud de l'actuelle Ukraine et au sud-ouest de la Russie entre le VII^{ème} et le XII^{ème} siècle de l'ère commune. Tout ceci serait anecdotique sans :

Des implications géopolitiques inattendues

En effet, en septembre dernier – avant le terrible shabbat noir du 7 octobre – Mahmoud Abbas le Président de l'Autorité palestinienne a répété la théorie controversée selon laquelle les juifs ashkénazes seraient exclusivement issus des **Khazars** "un royaume tatar converti à la religion juive au IX^e siècle". Un argument qui, selon lui, prouve que ce n'est pas leur religion, mais "leur place dans la société... en lien avec l'usure et l'argent", qui a valu aux Juifs d'Europe la discrimination de leurs concitoyens et le supplice de la Shoah(1). En 2019, Ghada Oueiss, une célèbre journaliste d'Al-Jazeera, twittait dans la même veine : "cette Terre sainte appartient aux Palestiniens, car ils sont sémites contrairement aux **Khazars** israéliens qui sont des occupants". Cette argumentation a régulièrement été assénée depuis 1947. C'est en effet lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à Lake Success (New-York), le samedi 18 octobre 1947 que Hussein al-Khalidi, représentant du Haut Comité arabe et futur Premier ministre de la Jordanie, déclara : "...les Juifs d'Europe orientale, les Ashkenazim, n'ont aucun lien ethnique avec Israël, ni par suite avec la Palestine : ils sont d'origine **Khazar**. Or le mouvement sioniste est dans l'ensemble le fait de ces Ashkenazim. [...] La Déclaration Balfour repose sur un mythe: les sionistes voudraient "rapatrier" les descendants des **Khazars** dans un pays où les **Khazars** n'ont jamais été".

La thèse d'Arthur Koestler fut reprise près de trente ans plus tard par le nouvel historien israélien, Shlomo Sand dans son fameux *"Comment le peuple juif fut inventé"* (2008) dont le titre sous-entend la teneur et les objectifs. Ce n'est pas par hasard qu'il publia en 2019 un polar intitulé *"La mort du Khazar rouge"* dans lequel il met en scène l'assassinat d'un éminent professeur d'histoire de l'université de Tel Aviv détenteur de secrets risquant de saper les fondements

de la pensée sioniste en remettant en cause le droit de la diaspora juive à occuper la terre d'Israël...



Carte du royaume Khazar Jewish encyclopédia, 1906

Sand dénonça le fait que l'histoire des **Khazars** n'ait jamais été enseignée aux jeunes israéliens pour des raisons idéologiques. Or malgré ses dires, il s'avère que la célèbre *Jewish Encyclopedia* (1906) consacre 14 colonnes et une carte aux "Chazards". Il en est de même pour l'*Encyclopédie Mikhlal* (1957) et le *Britannica la noir* (1977) qui servirent de base à plusieurs générations d'élèves israéliens(2).

La quête du "génome du peuple Juif"

Dans la quête des origines, plusieurs études scientifiques génétiques des populations ont été menées, en particulier en ce qui concerne les différents groupes ethniques juifs. C'est ainsi que Doron Behar et 30 co- auteurs (3) publièrent en 2013 un article intitulé *"Aucune preuve, à partir de données génomiques, d'une origine **Khazar** pour les Juifs ashkénazes"* dans lequel ils conclurent "Nous constatons que les Juifs ashkénazes partagent la plus grande ascendance génétique avec d'autres populations juives et, parmi les populations non juives, avec des groupes d'Europe et du Moyen Orient." et qu'"Aucune similitude particulière entre les Juifs ashkénazes et les populations du Caucase n'est évidente, en particulier avec les populations qui représentent le plus étroitement la région Khazar". Voilà que mes rêves d'ancêtres chevaliers des steppes tombent à l'eau.

Un autre généticien Eran Elhaik (4) – bien que seul et décrié – conclut au contraire "que le génome des Juifs européens est une tapisserie de populations anciennes comprenant des **Khazars** judaïsés, des Juifs gréco romains, des Juifs mésopotamiens et des Judéens et que leur structure démographique s'est formée dans le Caucase et sur les rives de la Volga avec des racines s'étendant jusqu'à Canaan et les rives du Jourdain." Me voilà rassuré !

La guerre en Ukraine : les Khazars sont de retour

Dès le début de l'offensive russe en Ukraine une vague complotiste se fait jour. Les Juifs y sont bien évidemment mêlés. L'ADL, l'Anti-diffamation Ligue décrypte *"Les théories du complot antisémite autour de l'assaut russe contre l'Ukraine"* (03/09/2022). De même, le journal Libération(5) note que pour les complotistes, la guerre de la Russie en Ukraine est "la juste résistance contre ceux qui voudrait reconstituer l'empire **khazar**" ; "le conflit millénaire contre le Mal que seraient les forces juives (l'élite **Khazar** convertie)" et la lutte pour sa survie contre des forces obscures et "nazies" ...!

Le phénomène est suffisamment inquiétant pour que l'émission Antidote (6) de France-Inter présente *"L'instrumentalisation complotiste de l'histoire des Khazars"*.

Étrangement - mais est-ce si étrange ? - ces allégations sont relayées dans le journal électronique algérien francophone, *Algérie patriotique* dans un article intitulé "*Révélation : ce que Poutine démantèle en Ukraine est un projet de second Israël*" (2022), ainsi que par l'organe d'extrême droite, *Jeune Nation*, sous le titre "Ukraine : la "nouvelle Jérusalem" des **Khazars** " (2022) : "*Pendant plus de soixante-dix ans, la Russie va subir la vengeance des **Khazars** sous couvert d'une révolution prolétarienne à vocation internationale fomentée en faveur des damnés de la terre, en réalité entièrement dévolue aux intérêts des **Khazars** internationalistes. [...] Comme l'implantation sioniste en Palestine s'enferme dans une confrontation sans issue, le gouvernement israélien se doit de réfléchir à un plan B, autrement dit revendiquer le cas échéant un autre territoire "sans peuple" capable d'assurer la survie du peuple "sans terre... " !*



Affiche
complotiste
et antisémite
présentant
les Juifs
derrière le
conflit Russie
- Ukraine

On pourrait en rire si ce n'était délirant. Les **Khazars**, les nouveaux "sages de Sion" ou le paradigme obscurantiste de la convergence de l'antisémitisme et de l'antisionisme.!

Gérard Panczer

Présenté au XIème colloque du B'naiBrith " Histoire et patrimoine du peuple juif d'Odessa à Riga", Lyon, 19/11/2023

Notes 1) Rouger N. Palestine : le nouveau dérapage antisémite de Mahmoud Abbas, Libération, 07/09/2023.

2) Bartal I. (2009) L'invention d'une invention. Lecture du livre de Shlomo Sand, Comment le peuple juif fut inventé. In: Cités, 2, 38, 167-180.

3) Behar D. M. et al. (2013) No evidence from genome wide data of a Khazar origin for the Ashkenazi Jews. Human Biology, 5, 6, 859-900.

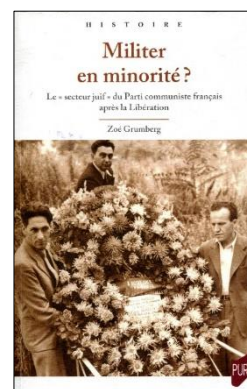
4) Elhaik E. (2013) The missing link of Jewish European ancestry : Contrasting the Rhineland and the Khazarian hypotheses. Genome Biology and Evolution, 5, 1, 61-74.

5) Libération, La "mafia Khazar " un fantasme empreint de complotisme et d'antisémitisme, 13/05/2022

6) Mendès-France T. (2022) L'instrumentalisation complotiste de l'histoire des Khazars. Antidote, France Inter, 10 juin 2022

Zoé Grumberg « Militer en minorité ? »

Zoé Grumberg s'est penchée en historienne sur ce qui fut le "secteur juif" du Parti communiste français (PCF) après 1944 et plus particulièrement sur 25 Juifs communistes – dont 6 femmes – représentatifs des cadres de ce secteur. Tous Juifs, yiddishophones et immigrés de l'Europe de l'Est, principalement de Pologne.



Habités dès la Pologne à l'action clandestine et pour certains, anciens des brigades internationales durant la guerre d'Espagne, ils n'eurent pas vraiment de difficultés à rentrer dans la résistance à l'occupant nazi. Après la libération Ils formèrent l'épine dorsale de la résurrection des organisations juives communistes en France

Cette résurrection se fait dans une France qui se retrouve avec un puissant Parti Communiste Français dopé par le rôle joué par l'Union soviétique dans la chute du régime hitlérien et auréolé par celui du PCF dans la résistance sur le territoire national.

La vision qu'a ce PCF n'est pas forcément très claire sur le rôle à faire jouer aux Communistes juifs et balance entre une disparition complète des associations juives au nom de l'universalisme et leur maintien pour agir dans les milieux juifs.

Les Juifs communistes feront pencher la balance du côté de la seconde solution mais seront sérieusement encadrés par la création d'un "Secteur Juif" directement connecté au plus haut niveau du PCF.

Cette contrainte ne les empêcha pas d'avoir et d'encourager des activités socio-culturelles essentiellement en yiddish mais aussi de faire un travail en profondeur pour les enfants rescapés du massacre. Pour ceux dont les parents avaient disparu elle créa des maisons d'enfants, pour les autres de colonies de vacances. Dix maisons d'enfants qui reçurent 700 enfants furent ouvertes entre 1945 et 1953.

Pour ce faire et pour pouvoir bénéficier des aides du JOINT ⁽¹⁾ américain elle créa une structure annexe au nom sans signification politique la "Commission Centrale pour l'Enfance" (CCE). Il est probable que ce "camouflage" ne trompa pas grand monde mais le résultat c'est que le Joint maintint son aide jusqu'en 1953 malgré les tensions avec les pays de l'Europe de l'Est où l'antisémitisme allait croissant

La dernière maison d'enfants en activité ferma en 1958 soit 13 ans après la fin de la guerre. La plupart des enfants avait déjà pris leur envol.

Ce "Secteur juif" servira de courroie de transmission pour que les choix politiques du PCF soient correctement appliqués par la nébuleuse des associations d'obéissance communiste qui virent le jour dans les années 1943-1946 dont la principale est

l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide) créée en Avril 1943 – en pleine "guerre aux Juifs" menée par les nazis – par la fusion de plusieurs associations d'obédience communiste en vue d'élargir le socle de la résistance juive aux nazis.

Le "secteur juif" dû affronter les vicissitudes des choix imposés par le PCF qui durant cette période était totalement inféodé à l'Union soviétique. Celle-ci après avoir soutenu la création de l'Etat d'Israël s'engagea très rapidement dans l'antisionisme et l'antisémitisme avec comme points d'orgue, l'élimination des écrivains juifs soviétiques, (1947-1952) ; le procès Slansky à Prague (nov 1952) et le soi-disant "complot des blouses blanches" (1953) (voir la Lettre e LJ n°193).

Les associations du "secteur juif" se fissurèrent, et nombre de militants s'éloignèrent, quelques-uns bruyamment, mais la plupart sur la "pointe des pieds " car on ne se sépare pas impunément et sans regret d'un choix de toute une vie, mais aussi pour ne pas servir "d'argument aux anticommunistes".

Parmi sa cohorte de 25 militants, huit tentèrent le retour en Pologne. Manque de chance, la fièvre nationaliste qui s'empara de la Pologne s'accompagna, comme il se doit dans ce pays, d'une poussée antisémite et quelques années plus tard six d'entre eux étaient de retour en France. Le communisme rêvé n'avait pas résisté au communisme réel.

Isidore Jacobowicz

1) - Joint : American Jewish Joint Distribution Committee. Organisation d'aide aux Juifs du monde entier fondée en 1914 par la fusion de plusieurs réseaux caritatifs. Pendant la guerre le Joint subventionna les réseaux de sauvetage. Après la guerre son aide fut précieuse pour la reconstruction et la renaissance de la vie juive en Europe. Les staliniens tentèrent de la discréditer en l'accusant de servir de support à l'espionnage américain

De l'abbé Grégoire aux précurseurs de l'antisémitisme de gauche

L'émancipation et ses dérivés.

Pendant des siècles l'image traditionnelle du Juif est celle d'un usurier fourbe, assoiffé d'argent, néfaste pour la société. Il est semblable à "des plantes parasites qui rongent les substances de l'arbre auquel elles s'attachent". L'idée de changer, de "régénérer " ce Juif apparaît déjà dans l'Ancien Régime à l'époque des Lumières.

En 1785, la Société Royale des Sciences lance un concours : "Est-il possible de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ?". L'Abbé Grégoire, dans un texte " Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs" répond à la question. Il compatit à la souffrance de ce peuple injustement persécuté, cantonné aux métiers méprisés et aux conditions de vie misérables. Favorable à leur émancipation qui accorde des droits mais exige certains renoncements, il préconise – entre autres – l'abandon de la tradition rabbinique, le Talmud, qu'il considère comme un dangereux obscurantisme. On comprend qu'un talmudiste éminent, comme Shmuel Trigano, se méfie d'une telle émancipation dont le but dissimulé serait la conversion. L'œuvre de l'Abbé Grégoire longtemps admirée est soumise actuellement,

à notre ère de "déconstruction" à des révisions sévères. On se demande si ce fervent chrétien n'a été qu'un hypocrite "convertisseur" déguisé en ami bienveillant des Juifs. Quant à l'émancipation, la foi aveugle des "Fous de la République" (1) dans l'Etat émancipateur, est quelque peu ébranlée après Vichy et la Shoah.

1791 : L'émancipation des Juifs de France.

La France a été le premier pays à attribuer aux Juifs l'accès à la citoyenneté et à l'égalité aux droits civils. Désormais ils peuvent exercer des métiers de leur choix, accéder à la propriété, choisir le lieu de leur domicile mais l'intégration à la société dont ils étaient exclus ne se passera pas toujours dans l'harmonie.

A la veille de la Révolution, c'est une petite minorité ne dépassant guère plus de 40 000 personnes. Leur existence est précaire. Ils sont à peine tolérés, toujours soumis au décret d'expulsion qui remonte au 14^{ème} siècle. Exclus de la plupart des professions, ils sont réduits aux métiers méprisés, prêteurs d'argent, colporteurs, fripiers, maquignons. Quitter soudain leur existence de parias est un miracle qui suscite l'enthousiasme.

Beer Isaac Beer, chef de la délégation des Juifs d'Alsace déclare " Il est donc arrivé ce jour, où le voile qui nous couvrait d'humiliation s'est déchiré. Dieu a choisi la noble nation française pour restituer nos droits et contribuer à notre régénération."

Le Grand Rabbin **René-Samuel Sirat** raconte " Pour nos aïeux c'était plus qu'un rêve, c'était un miracle. En signe de reconnaissance les Juifs de l'Hexagone firent preuve par la suite d'un patriotisme exacerbé".

Heinrich Gräetz (1817-1891) théologien et historien Juif allemand, un des premiers auteurs d'une **Histoire des Juifs** écrit "La Révolution française fut selon l'expression du prophète "le jour du Seigneur où les orgueilleux furent abaissés et les humiliés relevés"

L'euphorie n'est pas partagée par tout le monde. Les Juifs traditionalistes dénoncent l'effet pervers des changements qui conduisent à la déjudaïsation mais n'empêchent pas une nouvelle forme d'antisémitisme. La discrimination a disparu dans la Loi mais subsiste dans les esprits. Lorsque, en octobre 1940, Vichy impose le Statut des Juifs, le traumatisme est profond. L'image du Juif "heureux comme Dieu en France" est définitivement brisée.

L'émancipation vue par les premiers socialistes, précurseurs de l'antisémitisme de gauche.

La Nation est en péril !

L'accès à la citoyenneté ne va pas faire disparaître - comme par enchantement - la figure sombre de l'usurier et de Judas Iscariote, l'archétype du traître. Ces images médiévales véhiculées pendant des siècles par le Christianisme vont être révisées, adaptées à l'air du temps.

Nous sommes au 19^{ème} siècle, au début de la révolution industrielle et du capitalisme naissant, les Juifs y joueront un rôle d'avant-garde. Fraîchement sortis des shtetls, peut-être misérables mais possédant un viatique précieux : dès leur jeune âge, ils ont reçu dans les écoles talmudiques un entraînement intellectuel de haut niveau qui favorise leur adaptation

créative aux mutations qui bouleversent le siècle. Ce n'est plus le petit colporteur ou l'usurier mais le banquier, le capitaliste qui va attirer la haine.

Bien que la majorité des Juifs vivent modestement, certains à la limite du dénuement, les quelques réussites individuelles représentent, dans l'imaginaire, l'ensemble des Juifs. Le succès des Rothschild hante les esprits et plane comme une menace sur la Nation.

Pierre-Alphonse Proudhon (1809 -1865) et **Charles Fourier** (1772-1837) tirent la sonnette d'alarme. L'antisémitisme de ces deux socialistes utopiques dépasse même celui de la *"France juive"* de Drumont et nous rappelle les vociférations de Hitler. **Proudhon** dans ses Carnets, (1847) livre un réquisitoire virulent. Son verdict est sans recours : *"Le Juif est le Mal absolu, l'ennemi du genre humain. Ce n'est pas pour rien que les chrétiens les ont appelés déicides. Il faut renvoyer cette race en Asie ou l'exterminer...Par le fer ou par le feu il faut que le Juif disparaisse"*.

Pour Fourier, ce rêveur "des cités radieuses" l'émancipation des Juifs est ce que la Révolution a fait de plus honteux. Dans ses cauchemars il voit "une vaste synagogue d'où la conquête juive envahit la France" " Le peuple juif qui s'arroge le titre de peuple de Dieu, est en fait le peuple de l'Enfer".

La question juive qui ne cesse de hanter le 19ème siècle, inspire une abondante littérature :

Alphonse Toussenel (1803-1885) *"Les Juifs, rois de l'époque"* - **Edouard Drumont** (1844-1871) *"La France juive"* - **Karl Marx** (1818-1843) *"Sur la question juive"* - **Matvei Golovinski** (1865-1920) *"Le protocole des Sages de Sion"*. L'une des principales accusations : les Juifs sont les véritables profiteurs de la révolution industrielle et financière.

Pierre Leroux (1797-1871), philosophe, théoricien du socialisme associatif est l'inventeur du terme "socialisme". Sa définition de "l'esprit juif" : "Quand nous parlons des Juifs, nous voulons dire, l'esprit juif, l'esprit du profit, du lucre, du gain, en un mot l'esprit du banquier" **Wilhem Marr** (1819-1904), journaliste, socialiste radical, est le concepteur du terme "antisémitisme".

"L'antisémitisme est un mouvement socialiste, plus noble et plus pur dans la forme que la social-démocratie". En 1874 il publie "La victoire de la judéité sur la germanité" et fonde la même année "La ligue antisémite". On connaît la théorie de Marx : "Le dieu profane du Juif est le profit et sa religion est le capitalisme." Pour émanciper les Juifs socialement, il faut émanciper l'humanité du Judaïsme.

"Antisémitisme de gauche" un paradoxe que l'on préfère occulter. Il y a une croyance bien acceptée : par définition la gauche est bonne, le mal vient de la droite. Il serait tellement plus agréable si les actes et crimes antisémites étaient commis par l'extrême-droite. On pourrait descendre dans la rue, manifester, scander "Plus jamais ça !" Il faut se rendre à l'évidence, ce que l'on entend aujourd'hui c'est plutôt: "Mort aux Juifs, mort à Israël".

Rappelons qu'un grand nombre de journaux et d'hommes politiques socialistes étaient antidreyfusards, sous prétexte que le Capitaine était un riche bourgeois juif. Le fantasme de la richesse des Juifs ne cesse de faire des victimes. On peut entendre l'écho de la phrase d'Ulrike Meinhof, membre du groupe d'extrême-gauche, la " bande à Baader" : "Six millions de Juifs furent jetés sur les charniers de l'Histoire parce qu'ils avaient été des Juifs d'argent".

Margaret Cohen (article de 2018)

1. Pierre Birnbaum "Les Fous de la République" 1992

Rencontre internationale organisée à Paris du 12 au 15 septembre 2025 par la "World Federation of JewishHolocaust Survivors&Descendants"

« 80 ans plus tard, nous sommes là, à travers les générations, à travers les frontières. 80 Years Later, we are here Across generations, across borders. »

Cette 35ème rencontre internationale et intergénérationnelle permettra aux survivants de la Shoah du monde entier et à leurs descendants de se retrouver et de partager des moments forts et uniques.

La Fédération Mondiale des Survivants et Descendants Juifs de l'Holocauste (WFJHS&D) est représentée par des enfants juifs survivants de l'Holocauste et des descendants de survivants. Sa mission est de réunir les survivants et les descendants pour partager les histoires uniques de nos familles et de garder vivante la mémoire des six millions de Juifs assassinés, dont 1,5 million d'enfants.

Elle se réunit chaque année dans des villes des États-Unis et du Canada, ainsi qu'à Amsterdam, Prague, Jérusalem, Varsovie et Berlin. Ces conférences annuelles tissent des liens entre survivants et descendants et créent une communauté bienveillante où se partagent nos histoires personnelles.

Parce qu'en France, la communauté des survivants et descendants de la Shoah est la troisième plus importante au monde, nous serons nombreux pour partager notre histoire et rencontrer d'autres familles.

Cette rencontre se déroulera sur quatre jours. Elle proposera des ateliers et des conférences, des moments d'échanges et de convivialités, notamment au cours des repas (5) et des soirées musicales (2). La traduction en français sera assurée en simultanéité.

Nous avons le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah pour permettre aux survivants de la Shoah de France d'être nombreux à participer à cet événement. Le programme de cette rencontre internationale est à découvrir sur le site de la World Federation of JewishHolocaust Survivors & Descendants ainsi que du Mémorial de la Shoah.

Il est important de préciser que le Mémorial de la Shoah est partenaire et que l'organisateur est la World Federation of JewishHolocaust Survivors and Descendants. LIBERTE DU JUDAISME, faisant partie du comité d'organisation, est impliquée et sera donc présente. Les différents ateliers proposés portent sur des questions concernant la mémoire de la Shoah au travers des générations, sur l'identité, sur le présent et l'avenir de la mémoire de la Shoah ainsi que sur la lutte contre l'antisémitisme.

Désormais et plus que jamais, notre implication est devenue notre lutte.

Martine Jacobster-Morcel

Notre programme pour l'année 5786

Les retrouvailles du début de l'année

Dimanche 12 octobre 2025 à 15h30

Dans les locaux du Farband,

5, rue des Messageries- Paris Xè

Après-midi festive avec notre amie Michèle Tauber,
Hanna Rosenblum et Laurent Grynspan : *Hommage à Jacques Grober*

Conférences de la rentrée

Mercredi 10 septembre

Johanna Lehr, Historienne, « *Au nom de la Loi* » -
Les persécutions quotidiennes des Juifs à Paris sous l'Occupation.

Mercredi 8 octobre

Denis Eckert: « Les Juifs de Belleville : un long chemin »

Mardi 4 novembre

Eric Danon, Ancien Ambassadeur de France en Israël. *"Les confidences d'un ambassadeur"*.

Les conférences 2024-2025

Les enregistrements sont visibles sur notre site internet

Écho des conférences - erratum

« Pan sur le bec »

Pierre Dac avait raison : « ce n'est pas en tournant le dos aux choses qu'on leur fait face ».

Alors rendons à Laurent Sebag son patronyme – involontairement écorché – dans le titre du résumé de sa conférence " *Les juges face à Vichy Réflexion sur l'antisémitisme judiciaire en France*". (cf. dernière « Lettre de Lj »). Fort heureusement Laurent retrouve Sebag dans le résumé qui en a été fait !

Son humour et sa générosité nous font penser qu'à l'étonnement a immédiatement succédé l'indulgence (du Tribunal 😊).

Comme on dit en hébreu de chez nous "errare humanum est" !

La Lettre de L.J.

Rédaction et administration
13 rue du Cambodge 75020 Paris

Directrice de la publication : Danièle Weill-Wolf,
Comité de Rédaction : Danièle Weill-Wolf, Simone Bismuth,
Albert Szyfman, Jacques Bodereau, Isidore Jacobowicz, Martine JacobsterMorcel.

Impression : CopyPro 26 avenue Gambetta 75020 Paris

Dépôt légal à la parution ISSN 1145-0584

Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leur auteur

Tout résumé est forcément réducteur. Les conférences et les interventions qui ont suivi peuvent être intégralement écoutées ou réécoutées sur notre site: www.liberte-du-judaisme.org

Ici et ailleurs

- du 12 au 15 septembre se tient à Paris, la 35e Rencontre internationale par l'association **Jewish Child Survivors of the Holocaust and Descendants of Survivors et le forum des générations de la Shoah.**

Journées européennes de la culture juive

« Peuple(s) des livres » Les Journées 2025 se concentrent sur un médium de transmission : le livre.

le programme par région : <https://www.jecpi-france.com>

dimanche 7 septembre 2025 de 10h à 18h au Mahj

<https://www.mahj.org/fr/programme/journees-europeennes-de-la-culture-juive-31507>

Dimanche 7 septembre à 16h30 : - Concert : « **Chanter les mots, dire la musique** » Lloica Czackis accompagnée par Marcel Loeffler- un voyage poétique et musical au cœur de l'univers Yiddish à Bouxwiller. Renseignements et réservations : Musée Judéo-Alsacien de Bouxwiller (Bas-Rhin) <https://www.museejudeoalsacien.fr/>

- **Cérémonie en la mémoire des Déportés et des victimes de la Shoah. Dimanche 14 septembre 2025. Grande synagogue de la Victoire**

Cette cérémonie sera retransmise en direct sur France2
Réalisation: Steve Suissa

- **YIZKOR ! Dimanche 28 septembre à 11h30**

Cérémonie 2025 pour la mémoire de la Shoah et des victimes de la barbarie **au Cimetière parisien de Bagneux** - information : Farband <https://www.farband.org>

- Exposition: **L'Assistance publique pendant la Deuxième Guerre mondiale** jusqu'au 21 septembre
<https://archives.aphp.fr/offre-culturelle/>

- **Le théâtre à l'épreuve du 7 octobre...**

Du 1er au 4 octobre au Théâtre de la Concorde*, dans le cadre de la thématique « *Vivre à tout prix* » :

« **Mode d'emploi pour metteur en scène en temps de guerre** », explore la responsabilité des artistes face à l'horreur et au chaos. Une auto-fiction lucide et troublante, où deux metteurs en scène israéliens interrogent, depuis la scène, leur place dans un monde qui vacille. *1, avenue Gabriel Paris 8

La Lettre de L.J. (septembre-octobre 2025) Sommaire n° 195

Éditorial	1
Les liaisons dangereuses (I. Jacobowicz)	1
"Vers un nouveau franco- judaïsme" (M. Cohen)	2
"Frontière maudite" (J. Karo-Gendre)	4
"Quelles issues" (D. Richter)	5
"Les Juifs, les roux... et autres Khazars" (G. Panczer)...	7
"Zoé Grumberg : Militer en minorité ?" (I. Jacobowicz) ..	9
"De l'abbé Grégoire aux précurseurs" (M. Cohen) ..	10
Rencontre internationale à Paris (M. Jacobster)	11
Activités de L.J.	12

